A 31

A TOUS LES TRAVAILLEURS D'ALLEMAGNE, A LA CENTRALE DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND, ET DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE INDÉPENDANT D'ALLEMAGNE

A la suite de la résolution de Leipzig de l'U. S. P. D. sur l'Internationale communiste (1).

(5 février 1920)

Le dernier congrès du parti social-démocrate indépendant (U. S. P. D.) a décidé de s'adresser à l'Internationale communiste et aux « autres organisations social-révolutionnaires » pour leur proposer de s'unir dans une organisation internationale unique. Le comité exécutif de l'Internationale communiste considère qu'il est de son devoir de porter cette question au grand jour devant tous les travailleurs révolutionnaires. Le comité exécutif considère que seule est possible une discussion ouverte de cette question devant les grandes masses ouvrières, devant tous les éléments vraiment révolutionnaires de l'armée internationale du prolétariat, et pas un conciliabule clos, en coulisse. Les explications qui suivent constituent donc également la réponse à la lettre de Crispien du 15 décembre 1919 au comité exécutif de la Troisième Internationale, imprimée dans la *Freiheit* du 2 janvier 1920 (2).

(1) Après avoir décidé, par 227 voix contre 54, de rompre avec la IIe Internationale, le congrès de Leipzig de l'U. S. P. D., en décembre 1919, avait refusé d'adhérer immédiatement à la IIIe par 170 voix contre 111. En revanche, il avait décidé, par 277 voix contre 54, d'appeler à la construction d'une Internationale révolutionnaire regroupant les partis adhérant à la IIIe et les « partis socialistes révolutionnaires » des autres pays.

(2) Arthur CRISPIEN (1875-1946), spartakiste au début de la guerre et devenu l'un des principaux dirigeants de la droite indépendante, ministre dans le premier gouvernement Ebert en 1918, s'était adressé à l'I. C. et aux autres partis socialistes non membres de la IIe ou de la IIIe leur proposant la tenue d'une conférence internationale en Allemagne ou en Autriche :

Circulaire du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne

Berlin, le 13 décembre 1919

Chers camarades,

Deux résolutions de notre congrès extraordinaire qui s'est tenu à Leipzig du 30 novembre au 6 décembre 1919 sont d'une importance particulière non seulement pour le mouvement ouvrier révolutionnaire d'Allemagne, mais pour le mouvement ouvrier de tous les pays où le prolétariat lutte pour sa libération.

Le congrès du parti a adopté à *l'unanimité* un nouveau *programme d'action* où sont formulés clairement pour l'activité de notre parti les principes du socialisme marxiste révolutionnaire. Nous joignons quelques exemplaires de notre programme d'action. De sa lecture, il ressort que la social-démocratie indépendante d'Allemagne est fermement attachée à la lutte de classe prolétarienne indépendante, qu'elle vise à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et se prononce pour la dictature du prolétariat sur la base du système des conseils. Notre parti a confirmé qu'il se situe sur le terrain du système des conseils et que, dès avant la conquête du pouvoir politique, il appuie tous les efforts des conseils pour se développer en organisations prolétariennes de combat pour le socialisme.

La deuxième décision importante de notre congrès a été l'adoption de la

I. — Les travailleurs de l'U. S. P. D. et leurs chefs dans la révolution.

L'Internationale communiste a conscience que les ouvriers qui appartiennent à l'U. S. P. D. ont des conceptions profondément différentes de celles de l'aile droite de leurs dirigeants. C'est de là que nous partons pour apprécier la situation dans l'U. S. P. D. L'Internationale communiste considère la décision de Leipzig de l'U. S. P. D. comme un tournant dans l'orientation politique de ce parti, accompli sous la pression de la fraction de la classe ouvrière allemande qui est organisée dans ses rangs. Cette fraction de la classe ouvrière, sur la base de toute l'expérience de la révolution, se situe de plus en plus sur le terrain de la dictature prolétarienne et de la lutte des masses pour cette dictature, sous le drapeau commun de l'Internationale communiste. Cela gêne au plus haut point les éléments opportunistes de la droite du parti, qui sont disposés à tout reconnaître en paroles, mais entravent de toutes les façons le développement réel de la révolution. Ces « centristes » opportunistes, pendant la guerre impérialiste, ont tenu le prolétariat à l'écart de toute action de masses, ont soutenu la politique de trahison de défense de la « patrie » bourgeoise (3), ont nié la nécessité d'une organisation illégale et ont pris peur à l'idée de la guerre civile. Au début de la révolution, ils ont formé un gouvernement de coalition (4) avec les traîtres

résolution, également jointe, sur la question de *l'Internationale*. Cette résolution a été adoptée par 227 pour et 54 contre. Par elle, notre parti a rompu définitivement avec la Seconde Internationale. En même temps, notre congrès a chargé le comité central d'entamer, sur la base du programme d'action ci-dessus mentionné, des négociations avec la IIIe Internationale et avec les partis social-révolutionnaires des autres pays, pour amener à une fusion de notre parti avec la Troisième Internationale et les partis social-révolutionnaires des autres pays et rendre ainsi possible avec la Troisième Internationale une Internationale capable d'agir.

Dans l'esprit de la mission dont nous avons été chargés, nous nous adressons à la Troisième Internationale et aux partis social-révolutionnaires des autres pays en leur proposant que soit organisée vers février 1920, si possible en Allemagne ou en Autriche, une discussion préparatoire qui s'occupera de la question de l'Internationale.

Nous tenons pour acquis, en faisant cette proposition, que la Troisième Internationale et les partis social-révolutionnaires des autres pays sont résolus à agir avec nous pour que le prolétariat révolutionnaire de tous les pays se regroupe en un front serré afin de contrer efficacement la réaction capitaliste internationale qui se renforce toujours plus et de mener le socialisme à la victoire.

Nous vous prions de prendre connaissance de notre proposition et de nous informer aussi rapidement que possible de l'accueil que vous y faites.

Avec nos salutations socialistes fraternelles.

Pour le comité central du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.

signé : CRISPIEN.

(3) Les futurs dirigeants de l'aile centriste qui devait constituer le noyau de l'U. S. P. D., derrière Haase, avaient voté les crédits de guerre en août 1914, puis condamné l'indiscipline de Liebknecht qui avait commencé à voter contre en décembre de la même année.

(4) Trois dirigeants de l'U. S. P. D. étaient entrés dans le gouvernement Ebert en novembre 1918 Hugo Haase (cf. n. 117, p. 34), Wilhelm DITTMANN (1874-1914), au S. P. D. dès 1898, opposant pendant la guerre, un des fondateurs de l'U. S. P. D., qui avait pris contact avec les marins révolutionnaires, et Emil BARTH (1879-1941) qui était à la tête du cercle des délégués révolutionnaires après la grève de janvier 1918.

déclarés de la classe ouvrière — les gens de Scheidemann —, ils ont sanctionné la honteuse expulsion de l'ambassade berlinoise du prolétariat russe et ont soutenu la politique de la rupture des relations diplomatiques avec le pouvoir des Soviets (5). Les dirigeants de droite des « indépendants » ont, dès le début de la révolution allemande, prêché une orientation en direction de l'Entente et se sont opposés de toutes leurs forces à l'alliance de l'Allemagne avec la Russie soviétique. Les dirigeants de droite des « indépendants » ont systématiquement semé parmi les prolétaires d'Allemagne les illusions petites bourgeoises sur la nature du « Wilsonisme ». Les dirigeants de droite des « indépendants » ont censé Wilson et l'ont présenté comme le défenseur d'une paix juste, comme un représentant de la « démocratie », etc... Grâce à la tactique de droite, la machine d'Etat de l'empire de Guillaume II, à peine voilée sous le drapeau républicain, est demeurée intacte. Aux moments décisifs (janvier 1919) du combat, contre les bourreaux de la classe ouvrière — Noske et Cie — les dirigeants de la droite des indépendants ont adopté une attitude « conciliatrice » de courtiers malhonnêtes, affaibli la volonté révolutionnaire des ouvriers, détruit l'unité du prolétariat en lutte et provoqué ainsi sa défaite (6).

D'abord, ils ont repoussé de façon générale la dictature des conseils et se sont placés complètement sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Ensuite, ils ont commencé à propager l'idée d'une combinaison entre les conseils et l'Assemblée constitutante (le plan Hilferding) (7). Jusqu'à présent, ils ont hésité entre elle et eux, lorsqu'il s'agissait d'agir.

Leurs représentants de la plume — comme Kautsky qui se retrouve dans la même maison d'édition que les pacifistes bourgeois « démocrates » et les serviteurs de la Bourse et de la Banque — ne trouvent rien de mieux à faire que de répandre les sales bavardages des contre-révolutionnaires russes et autres sur la révolution russe. Une calomnie aussi complètement absurde et malhonnête que la prétendue « socialisation des femmes » en Russie, inventée par les généraux et les espions de l'Entente, trouve place dans le livre de Kautsky (8). Le dernier ouvrage de cet écrivain : *Terrorisme et communisme* est publié par la même édition que la collection des documents falsifiés, découverts en Amérique sur la « corruption » des bolcheviks par l'état-major allemand.

Ces exemples suffisent pour caractériser la physionomie d'une série de dirigeants de droite de l'U. S. P. D. Les ouvriers qui appartiennent à ce parti doivent comprendre que le parti ouvrier ne peut pas faciliter le dévelop-

(5) L'ambassade soviétique avait été expulsée d'Allemagne le 5 novembre par le gouvernement Max de BADE (1867-1929) qui, nommé chancelier par Guillaume II, avait formé du 2 octobre au 9 novembre un gouvernement avec deux ministres s.d. (Bauer et Scheidemann). Le gouvernement Ebert qui lui succéda avait refusé de revenir sur cette décision d'expulsion.

(6) Les hésitations de la gauche de l'U. S. P. D. avaient joué en réalité un rôle non négligeable.

(7) Voir l'article de HILFERDING « Ausbau des Rätesystems » dans *Die Freiheit*, 5 février 1919 : il ne s'agit pas selon lui d'opposer « parlementarisme et système des conseils », mais au contraire de les combiner.

(8) Dans son ouvrage *Terrorisme et Communisme*, KAUTSKY reprend en effet la célèbre fable de la « socialisation des femmes » en citant un « ordre » du soviet de Mourzilovka prévoyant « la réquisition de soixante femmes et filles de la classe des bourgeois et spéculateurs pour l'usage du bataillon d'artillerie ».

pement de la révolution prolétarienne sans rompre complètement avec de tels dirigeants de droite.

Il est actuellement bien clair que la révolution allemande n'a connu un cours si douloureux que parce que les gens de Scheidemann ont réussi à désarmer le peuple, parce que le début de la révolution n'a pas conduit à une alliance de l'Allemagne avec la Russie des soviets, parce que le vieil appareil du pouvoir est resté en fonction. Une immense part de la responsabilité pour cette faute retombe sur les dirigeants de droite de l'U. S. P. D.

Pour redresser cette situation, il faut comprendre et corriger les fautes commises. Redresser cette ligne du parti, même en passant par-dessus la tête de certains dirigeants, telle est avant tout la tâche des ouvriers qui appartiennent au parti des indépendants.

II. — Les fautes capitales de l'U. S. P. D. et des « partis centristes » en général.

L'idéologie des dirigeants de l'U. S. P. D. n'est pas un phénomène spécifiquement allemand. Les longuettistes en France, le parti travailliste indépendant (I. L. P.) en Angleterre, le parti socialiste d'Amérique et d'autres encore, se situent sur le même terrain (9). Leur caractéristique est d'osciller continuellement entre la trahison ouverte du type Noske et la voie du prolétariat révolutionnaire, le communisme. Résumons ces fautes :

1° La dictature signifie le renversement de la bourgeoisie par une classe, le prolétariat, et ce, par son avant-garde révolutionnaire. En réalité, c'est abandonner le point de vue de la dictature prolétarienne, et se placer en fait sur le terrain de la démocratie bourgeoise, que d'affirmer que l'avant-garde doit d'abord gagner la majorité du peuple à travers les élections aux parlements bourgeois, dans les constituantes bourgeoises, etc, c'est-à-dire par des votes émis alors qu'existent toujours des exploiteurs, alors qu'existe toujours le salariat sous leur joug, alors qu'existe toujours la propriété privée des moyens de production.

C'est ainsi que se comportent les dirigeants de la droite des indépendants allemands et des longuettistes français. Ces partis répètent les phrases des démocrates bourgeois sur la majorité du « peuple » (trompé par la bourgeoisie et opprimé par le capital) et se rangent en réalité aux côtés de la bourgeoisie.

2° La dictature du prolétariat signifie la reconnaissance de la nécessité de briser la résistance des exploiteurs par la violence. Elle signifie qu'il faut être prêt, capable et décidé à le faire. La bourgeoisie, même la plus républicaine et la plus démocratique (par exemple en Allemagne, en Suisse, en Amérique), a systématiquement recours à des pogromes; des lynchages légaux, des meurtres, des actions de violence militaire, à la terreur contre les communistes et en réalité contre toute initiative révolutionnaire du prolétariat. Dans ces conditions, renoncer à l'emploi de la violence et de la terreur signifie semer les illusions réactionnaires et petites bourgeoises sur la paix sociale, signifie, pour parler concrètement, avoir peur du sabre des officiers.

(9) Cf. p. 108.

Car la guerre de 1914 à 1918, la plus criminelle, la plus réactionnaire et la plus impérialiste, a éduqué dans tous les pays, dans tous, même dans les républiques les plus démocratiques, des dizaines de milliers d'officiers réactionnaires et les a placés au premier plan dans l'arène politique : ils répandent la terreur et l'appliquent au mieux des intérêts de la bourgeoisie, au mieux des intérêts du capital, contre le prolétariat. Les discours de certains dirigeants des Indépendants au congrès de Leipzig sur la question de « l'impossibilité morale » dans laquelle seraient les ouvriers d'employer la terreur contre les bourreaux gardes blancs du prolétariat, prouvent que ces dirigeants sont complètement imprégnés de vues petites-bourgeoisies. L'attitude manifestée vis-à-vis de la terreur par les dirigeants de droite des indépendants allemands et des longuettistes français dans leurs discours au parlement, dans les articles de leurs journaux, dans leur agitation et leur propagande, constitue par conséquent un désaveu complet de l'essence de la dictature du prolétariat, un ralliement de fait à la position de la démocratie petite-bourgeoise ; elle est la démoralisation de la conscience révolutionnaire des travailleurs.

3° Il en est de même au sujet de la guerre civile. Après la guerre impérialiste, face aux généraux et aux officiers réactionnaires qui organisent la terreur contre le prolétariat, devant le fait que, déjà, de nouvelles guerres impérialistes sont préparées par la politique actuelle de tous les Etats bourgeois, que non seulement elles sont consciencieusement préparées, mais qu'elles sont objectivement inscrites, nécessairement, dans toute leur politique, — dans ces conditions, dans cette situation, déplorer la guerre civile contre les exploiteurs, la condamner, la redouter signifie en réalité prendre une attitude réactionnaire. Cela signifie redouter la victoire des travailleurs, qui coûtera peut-être des dizaines de milliers de victimes, et, en revanche permettre à coup sûr un nouveau bain de sang impérialiste qui, hier, a coûté des millions de victimes et, demain, en coûtera autant. Cela signifie en fait apporter son aide aux pratiques, aux préparatifs de violence réactionnaire des généraux et officiers bourgeois.

C'est ainsi qu'en fait, la position doucereuse, petite-bourgeoise et sentimentale des dirigeants de droite des indépendants d'Allemagne et des longuettistes français dans la question de la guerre civile est réactionnaire. On ferme les yeux sur les gardes blancs, sur le fait qu'ils sont organisés et préparés par la bourgeoisie et l'on se détourne hypocritement (et lâchement) de la formation d'une garde rouge, d'une armée rouge des prolétaires qui serait capable de briser la résistance des exploiteurs.

4° La dictature du prolétariat et le pouvoir des conseils signifient la reconnaissance claire de la nécessité de détruire, de mettre en pièces l'appareil d'Etat bourgeois (même s'il est républicain-démocratique), les tribunaux, la bureaucratie civile et militaire, etc... Les dirigeants de droite des Indépendants allemands et des longuettistes français montrent qu'ils ne connaissent nullement cette vérité, et ne mènent aucune agitation en ce sens. Bien pis : toute leur agitation est conduite dans le sens inverse.

5° Toute révolution signifie, en opposition à la réforme, une crise, et, en réalité, une crise politique et économique extraordinairement profonde. indépendante de la crise provoquée par la guerre. Le devoir du parti révolutionnaire du prolétariat est de montrer clairement aux ouvriers et aux

paysans que l'on doit avoir le courage d'aller bravement au-devant de cette crise et de trouver dans les mesures révolutionnaires la s o u r c e d e f o r c e pour la vaincre. Ce n'est qu'en surmontant cette grande crise par l'enthousiasme révolutionnaire aux plus grands sacrifices, que le prolétariat pourra vaincre les exploiteurs et libérer finalement l'humanité de la guerre, du joug du capital et du salariat.

Il n'y a pas d'autre issue ; car l'attitude réformiste à l'égard du capitalisme a engendré hier le massacre impérialiste de millions d'hommes et des crises sans fin et les engendrera inévitablement demain. Les indépendants et les longuettistes ne comprennent pas ces principes dans lesquels la dictature du prolétariat est une phrase vide. Ils ne les expriment pas dans leur propagande et leur agitation et ne les rendent pas clairs aux masses.

Au contraire, ils i n t i m i d e n t le prolétariat de toutes les façons en lui montrant les difficultés qu'entraîne la révolution prolétarienne. Objectivement, on ne peut cependant concevoir la renaissance économique que sur la base de la dictature prolétarienne, car, sur la base capitaliste, rien d'autre n'est possible qu'une continuelle et toujours plus profonde désorganisation. Par leur lâcheté petite-bourgeoise, les dirigeants de l'U.S.P.D. ne font que prolonger ce douloureux procès et aggravent ainsi les souffrances du prolétariat.

6° Le système des soviets est la destruction du mensonge capitaliste, de la liberté de corrompre la presse, de la liberté des riches et des capitalistes d'acheter des journaux, d'acheter des centaines de journaux, afin de falsifier ce qu'on appelle « l'opinion publique » — cette liberté qu'on appelle liberté de la presse.

Les indépendants allemands, comme leurs collègues étrangers, ne reconnaissent pas cette vérité ; ils n'agissent pas en fonction de cela, ne font pas l'agitation quotidienne pour la destruction révolutionnaire de cet assujettissement de la presse au capital que la démocratie bourgeoise appelle trompeusement la liberté de la presse. En refusant de mener une telle agitation, les Indépendants ne reconnaissent que du bout des lèvres le pouvoir des soviets ; en réalité, ils sont complètement dominés par les préjugés de la démocratie bourgeoise.

L'expropriation des imprimeries et des stocks de papier : — ils ne cherchent pas à faire comprendre cette c h o s e c a p i t a l e parce qu'ils ne la comprennent pas eux-mêmes. Il en est de même de la liberté de réunion — cette liberté est un mensonge tant que les riches possèdent les meilleurs bâtiments ou achètent les bâtiments publics —, de l'armement du peuple, de la liberté de conscience — la liberté du capital d'acheter et de corrompre toutes les organisations ecclésiastiques afin d'assoupir les masses par l'opium de la la religion — et de toutes les autres libertés démocratiques bourgeoises.

7° La dictature du prolétariat signifie qu'il faut être capable, disposé et déterminé à entraîner toute la masse des travailleurs et des exploités de son côté, du côté de l'avant-garde révolutionnaire, par l'expropriation des exploiteurs. On ne trouve pas cela dans l'agitation quotidienne des indépendants allemands (par exemple dans la *Freiheit*). On ne le trouve pas non plus chez les longuettistes. Cette agitation est en particulier nécessaire parmi les prolétaires ruraux, parmi les petits paysans (paysans qui n'exploitent aucun travail salarié ; paysans qui ne vendent que peu ou pas de blé). Tous les jours, de

façon simple, populaire, concrète, il faut faire prendre conscience à ces couches de la population que le prolétariat, après la prise du pouvoir d'Etat, améliorera leur situation sans délai au détriment des gros propriétaires expropriés et les libérera du joug des gros propriétaires, leur attribuera, en tant que classe, de grands domaines et les libérera de leurs dettes, etc. Il faut l'expliquer aussi aux masses travailleuses urbaines non-prolétariennes ou pas tout à fait prolétariennes. Une telle agitation n'est pas faite par les indépendants.

8° La dictature du prolétariat signifie et suppose la claire reconnaissance de la vérité que le prolétariat, grâce à sa position économique objective dans toute la société capitaliste, représente à juste titre les intérêts de toute la masse des travailleurs et des exploités, de tous les semi-prolétaires (c'est-à-dire de tous ceux qui vivent en vendant partiellement leur force de travail), de tous les petits paysans.

Ces couches de la population suivent les partis bourgeois et petits-bourgeois (parmi lesquels, également les partis social-démocrates de la Deuxième Internationale), non par suite d'une libre décision exprimant leur propre volonté, comme l'affirme la démocratie petite-bourgeoise, mais parce que la bourgeoisie les trompe, parce qu'ils sont sous le joug du capital, parce que les dirigeants petits-bourgeois s'abusent eux-mêmes. Le prolétariat n'entraînera et ne pourra entraîner avec lui ces couches de la population (demi-prolétaires et petits paysans) qu'après la victoire, après la prise du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie, après que tous les travailleurs aient été libérés du joug du capital et après leur avoir montré dans les faits les avantages (libération des exploiteurs) que leur apporte le pouvoir d'Etat prolétarien.

Les indépendants allemands et les longuettistes français ne comprennent pas cette conception qui complète les principes et l'idée fondamentale de la dictature du prolétariat ; ils ne l'apportent pas aux masses, ils ne la propagent pas quotidiennement.

9° Les indépendants (l'aile droite) et les longuettistes ne mènent aucune agitation dans l'armée (entrer dans l'armée dans le but de préparer son passage aux côtés des travailleurs contre la bourgeoisie). Ils ne créent aucune organisation dans ce but.

Ils ne répondent pas aux violences de la bourgeoisie, à ses innombrables violations de la « légalité » (comme pendant la guerre impérialiste, et également depuis sa fin), par une propagande systématique et par leur création d'organisations illégales. Sans la combinaison du travail légal avec le travail illégal, d'organisations légales avec les organisations illégales, il ne peut être question d'aucun parti révolutionnaire du prolétariat, ni en Allemagne, ni en Suède, ni en Angleterre, ni en France, ni en Amérique.

10° La question capitale de la révolution sociale, l'expropriation des exploiteurs, les dirigeants de droite la posent en terme de « socialisation », (10) et de façon réformiste, non révolutionnaire. Le mot de « socialisation » masque la nécessité de la confiscation qui sera rendue fatale par le joug insupportable des dettes impérialistes et par l'appauvrissement des travailleurs ;

(10) Le gouvernement Ebert avait créé dès son entrée en fonction une « commission de la socialisation » dont Hilferding fut l'un des principaux personnages.

il dissimule la résistance de l'exploiteur et la nécessité de mesures révolutionnaires du prolétariat pour la briser. Cette façon de poser la question crée nécessairement des illusions réformistes qui ne sont pas du tout dans le sens de la dictature du prolétariat.

11° L'Internationale communiste considère non seulement comme injuste, mais aussi comme inadmissible sur le plan des principes que l'U.S P.D. d'Allemagne qui accepte en fait les idées fondamentales des spartakistes allemands, bien qu'il s'approprie ces idées trop lentement d'un façon inconséquente et incomplète, ne dise mot dans les décisions de son congrès de l'unification avec le parti communiste allemand (Spartakus) (11). L'unité du prolétariat révolutionnaire exige une telle unification. On ne peut cependant reconnaître sincèrement la dictature du prolétariat et le pouvoir des soviets sans entreprendre des mesures réelles, sérieuses, conscientes, pour que l'avant-garde du prolétariat de ce pays, qui a prouvé par une longue et dure lutte (contre les opportunistes aussi bien que contre les syndicalistes et les semi-anarchistes prétendus de gauche) (12) sa capacité de conduire la classe ouvrière à une telle dictature, soit soutenue par tous les ouvriers conscients, pour que son autorité soit renforcée et sa tradition, ainsi acquise, soigneusement préservée et développée. La Ligue Spartakus en Allemagne, qui a été fondée par des dirigeants comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht est, précisément, une avant-garde qui a obtenu une importance internationale, et il est impossible de la passer sous silence comme le font les indépendants d'Allemagne.

Cette attitude tient à ce que les dirigeants de l'U.S.P.D. d'Allemagne n'expriment pas fidèlement l'opinion des masses ouvrières de ce parti, qu'ils sont beaucoup plus à droite qu'elles. On ne peut se réconcilier avec le fléau qui causa des souffrances inouïes au prolétariat dans la période entre 1889 à 1919; car ce fléau est dissimulé par les contradictions entre la parole et l'action.

De cette manière, l'ensemble de la propagande, de l'agitation, de l'organisation des indépendants de droite et des longuettistes sont en gros plus petites-bourgeoises-démocratiques que révolutionnaires-prolétariennes. Elles sont pacifistes et non social-révolutionnaires. En conséquence, leur « reconnaissance » de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique n'est que verbale.

III. — L'U. S. P. D. et l'Internationale.

Les dirigeants de droite de l'U S. P. D. mènent la même politique petite-bourgeoise et lâche dans la question de l'union internationale du prolétariat.

(11) Les dirigeants de l'U. S. P. D. voulaient bien à la rigueur traiter — d'égal à égal — avec l'Internationale communiste, mais supportaient mal l'idée d'avoir à négocier avec les spartakistes qu'ils considéraient comme les dirigeants d'une secte.

(12) Allusion précise à la lutte de la centrale du K. P. D. (S) contre les éléments gauchistes de l' « opposition » qui constituaient le K. A. P. D. On sait que l'exécutif n'avait pas approuvé l'emploi de méthodes administratives, ni la scission elle-même. Il semble que Paul Levi, organisateur de ce combat et de cette scission, avait en tête la nécessité de lever un obstacle à un rapprochement avec l'U. S. P. D. ou au moins sa base de masse.

1° Les indépendants de droite et les longuettistes n'approfondissent pas et ne développent pas dans les masses la conscience de la putréfaction et de la corruption de ce réformisme qui régnait en fait dans la Deuxième Internationale (1889 à 1914) et qui l'a conduite à la ruine, mais au contraire obscurcissent cette conscience, dissimulent la maladie au lieu de la mettre à nu. La question de la faillite de la Deuxième Internationale, les fautes capitales et les crimes de la Deuxième Internationale, son rôle de bureau de secours de la Société des Nations, toutes ces questions n'ont nullement été posées par l'U. S. P. D. Il voile ainsi ces crimes et obscurcit la conscience de classe des masses prolétariennes.

2° Les indépendants de droite et les longuettistes ne comprennent pas et n'expliquent pas aux masses que les profits impérialistes des pays les plus avancés leur permettaient (et leur permettent encore actuellement) de corrompre les couches supérieures du prolétariat, de leur laisser des miettes du profit qu'ils tirent des colonies et de l'exploitation financière des pays arriérés, de créer une couche privilégiée d'ouvriers favorisés, etc...

On ne peut parler de dictature du prolétariat sans dénoncer ce mal, sans lutter, non seulement contre l'aristocratie des syndicats, mais contre toutes les manifestations de la petite bourgeoisie des métiers, de l'aristocratie ouvrière, des privilèges de la couche supérieure des travailleurs, sans expulser sans pitié du parti révolutionnaire, les représentants de cet état d'esprit, sans faire appel aux couches inférieures, aux masses toujours plus profondes, à la majorité réelle des exploités.

3° La répugnance ou l'impuissance à rompre avec la couche supérieure des ouvriers contaminés par l'impérialisme se manifeste aussi chez les indépendants de droite et les longuettistes dans le fait qu'ils ne conduisent aucune agitation pour soutenir directement et sans réserves tous les soulèvements et tous les mouvements révolutionnaires des peuples coloniaux. Dans ces conditions, leur condamnation de la politique coloniale et de l'impérialisme n'est qu'hypocrisie ou le simple soupir d'un petit-bourgeois abruti.

4° Tout en sortant de la Deuxième Internationale et en la condamnant en paroles (par exemple Crispien dans sa lettre) (13), les indépendants tendent en réalité la main à un Friedrich Adler (14), membre du parti autrichien, à messieurs Noske et Scheidemann. Les indépendants tolèrent dans leur sein des auteurs qui repoussent tous les principes fondamentaux de la dictature du prolétariat (Kautsky et Cie).

Les indépendants ont pris part aux conférences jaunes de Berne et de Lucerne (15). Les indépendants ont aussi, après le congrès de Liepzig, laissé

(13) Il s'agit de la lettre du 15 décembre 1919, rédigée au lendemain du congrès de Leipzig.

(14) Fritz ADLER (1879-1960) était le fils de Victor Adler, chef de la social-démocratie autrichienne (cf. p. 253), il assassina le 21 octobre 1916 le comte von Stürgh, ministre du gouvernement autrichien et symbole de la politique réactionnaire de guerre.

(15) La conférence de Berne, en février 1919, avait constitué la première tentative de reconstitution de la IIe Internationale. Des partis socialistes aussi importants que le parti italien et le parti suisse avaient refusé d'y participer. Dominée par la droite, elle s'était prononcée contre « la dictature d'une seule classe ». La conférence de Lucerne, en août, reprit en gros les mêmes thèmes, mais ne marqua pas de progrès vers la reconstitution de la IIe Internationale. Les représentants de l'U. S. P. D. votèrent en faveur des résolutions majoritaires dans ces

leur organe central, la *Freiheit,* aux mains de l'archi-droitier Hilferding (16), un partisan de la Deuxième Internationale jaune. Cette contradiction entre les paroles et l'action caractérise toute la politique des dirigeants du parti des indépendants en Allemagne, des longuettistes en France. Précisément, les dirigeants partagent les préjugés de la démocratie petite-bourgeoise et des couches supérieures des travailleurs démoralisés par le réformisme, vis-à-vis des sympathies révolutionnaires des masses ouvrières pour le système des soviets.

Tandis que les dirigeants de l'U. S. P. D., sous la pression des masses ouvrières, entrent en pourparlers avec l'Internationale communiste, ils s'adressent en même temps à des partis de la Deuxième Internationale (parmi eux à la social-démocratie blanche de Mannerheim en Finlande); ils les appellent social-révolutionnaires et proposent à l'Internationale communiste de s'unir à ces partis.

Cette tentative désespérée de fonder une quatrième Internationale (17), une Internationale bâtarde, sans programme clair, sans tactique ferme, sans vues sur un avenir, sans perspectives, est vouée à la faillite. Elle prouve cependant que les dirigeants de droite des Indépendants *sabotent* la décision du congrès de Leipzig, de leur propre parti, et ne pensent pas réellement à une sincère union avec l'avant-garde du prolétariat international en lutte.

En plus de tout ce qui précède, le comité exécutif de l'Internationale communiste déclare :

a) L'Internationale communiste représente actuellement la force la plus considérable, et elle a réuni les éléments révolutionnaires les plus importants du mouvement prolétarien international. Au premier congrès constitutif de l'Internationale communiste à Moscou (mars 1919) ont pris part les partis et organisations suivantes :

1. Parti communiste d'Allemagne; 2. Parti communiste de Russie; 3. Parti communiste d'Autriche allemande; 4. Parti communiste de Hongrie; 5. Parti social-démocrate de gauche de Suède; 6. Parti social-démocrate de Norvège; 7. Parti social-démocrate de Suisse (opposition); 8. Parti socialiste ouvrier des Etats-Unis S. L. P.; 9. Fédération révolutionnaire des Balkans (Tesnjaki bulgares et parti communiste de Roumanie); 10. Parti communiste de Pologne; 11. Parti communiste de Finlande; 12. Parti communiste d'Ukraine; 13. Parti communiste de Lettonie; 14. Parti communiste de Lithuanie et de Biélorussie; 15. Parti communiste d'Estonie; 16. Parti communiste d'Arménie; 17. Parti communiste des colons allemands de Russie (Vol-

deux conférences, alors même qu'elles divergeaient sensiblement des résolutions de congrès de leur propre parti, notamment sur le système des soviets.

(16) Rudolf HILFERDING (1877-1941), disciple de Victor Adler, était avant la guerre l'un des principaux économistes du parti social-démocrate allemand, auteur d'un ouvrage renommé sur *Le Capital financier* (1910). Minoritaire pacifiste pendant la guerre, il rejoint l'U. S. P. D. en 1917 et devient rédacteur en chef de *Freiheit* en novembre 1918; dès cette époque il fait figure de principal théoricien de l'aile droite de l'U. S. P. D.

(17) En réalité, cette tentative devait aboutir à un regroupement international qui ne prit pas le titre de « IV^e^ Internationale », mais fut surnommé « Internationale 2 1/2 » par les partisans de la III^e^, un surnom évidemment beaucoup plus polémique et politiquement plus précis.

ga) ; 18. Groupe unifié des peuples orientaux de Russie ; 19. Gauche française de Zimmerwald ; 20. Groupe des communistes tchèques ; 21. Groupe des communistes bulgares ; 22. Groupe des communistes slaves ; 23. Groupe des communistes anglais ; 24. Groupe des communistes français ; 25. Parti social-démocrate de Hollande ; 26. Ligue américaine de propagande socialiste ; 27. Communistes suisses ; Sections du bureau central des peuples orientaux : 28. Turkestan ; 29. Turquie ; 30. Géorgie ; 31. Azerbaïdjan ; 32. Perse ; 33. Parti ouvrier socialiste de Chine ; 34. Union ouvrière de Corée ; 35. Commission zimmerwaldienne (18).

Dans les dix mois qui se sont écoulés depuis le congrès constitutif, les rapports suivants sont parvenus sur le mouvement de solidarité avec l'Internationale communiste. (Nous remarquons que les décisions transcrites ci-après sont très incomplètes ; en réalité un beaucoup plus grand nombre de partis et d'organisations ont adhéré à la Troisième Internationale).

Le 19 mars 1919, la décision du comité du parti socialiste italien a été prise à Milan en faveur de l'entrée dans l'Internationale communiste.

Le 8 avril 1919, le congrès du parti social-démocrate ouvrier de Norvège a pris la décision d'entrer dans l'Internationale communiste.

Le 10 mai 1919, nous avons reçu la communication de l'entrée de la fédération des jeunesses socialistes suédoises dans la Troisième Internationale.

Le 14 juin 1919, la conférence de l'aile gauche du parti social-démocrate suédois a pris la décision d'entrer dans la Troisième Internationale.

Le 22 juin 1919, nous avons reçu communication de la décision du congrès du parti social-démocrate bulgare des Tesnjaki sur son entrée.

Le 20 juillet 1919, nous avons reçu communication de la décision du comité central du parti communiste polonais sur son entrée sans réserves dans l'Internationale communiste.

En juillet 1919, le congrès du parti social-démocrate suisse a décidé d'entrer dans la Troisième Internationale. Lors du référendum, une minorité seulement se prononça en ce sens, mais une minorité très importante.

En août 1919 ; le congrès des socialistes des Etats-Unis a pris la décision d'entrer dans l'Internationale communiste. En Amérique existent actuellement deux partis communistes, tous deux adhèrent à la Troisième Internationale.

De même en août 1919, nous avons reçu la communication de l'entrée dans la Troisième Internationale du parti communiste de la Galicie orientale.

En septembre 1919, nous avons reçu la nouvelle de l'adhésion du parti socialiste d'Alsace-Lorraine à l'Internationale communiste.

La même nouvelle nous parvient ce même mois de la Fédération ukrainienne des partis socialistes en Amérique et d'une série d'organisations ouvrières finnoises.

En octobre 1919, le congrès du parti socialiste italien à Bologne confirmait à une énorme majorité l'entrée du parti italien dans l'Internationale communiste.

(18) Cf. *Premier Congrès de l'Internationale communiste,* Paris, E. D. I., 1974, notamment p. 39 à 50.

Le 23 octobre 1919, arriva la nouvelle de la décision du parti socialiste britannique d'adhérer à la Troisième Internationale.

Le 20 novembre 1919, arriva la nouvelle de l'entrée dans la Troisième Internationale d'une partie du parti social-démocrate danois.

En décembre courut la nouvelle sur l'entrée des partis socialistes de Bohême, de Lorraine et du Mexique.

Le même mois nous reçûmes la communication que, dans une ville d'Europe, s'est tenu un congrès international de la jeunesse ouvrière auquel prirent part les délégués de 220 000 membres et qui décida à l'unanimité d'entrer dans l'Internationale communiste.

En décembre 1919, au congrès des socialistes espagnols, 12 500 voix votèrent pour la Troisième Internationale, 14 000 pour la Deuxième.

Au congrès scandinave (décembre 1919), 268 délégués de 300 000 ouvriers étaient présents. Les résolutions communistes furent votées à l'unanimité.

En janvier 1920, nous reçûmes la nouvelle de l'entrée du parti ouvrier d'Écosse dans l'Internationale communiste.

Ce compte-rendu suffit pour voir que d'ores et déjà toute l'avant-garde du prolétariat international en lutte est unie dans les rangs de l'Internationale communiste. Les partis ouvriers qui veulent réellement lutter pour la dictature du prolétariat et le pouvoir des soviets peuvent et doivent s'unir avec le noyau que constitue l'Internationale communiste.

b) Le comité exécutif de l'Internationale communiste pense que, dans l'intérêt du succès de la lutte prolétarienne internationale, il est inadmissible, sous quelque prétexte et où que ce soit, de constituer une nouvelle union internationale des travailleurs, laquelle, en réalité, ne pourrait en aucun cas être révolutionnaire. L'éparpillement des forces du prolétariat international ne servirait que les intérêts du capital et de ses serviteurs, les ex-socialistes.

c) Le comité exécutif de l'Internationale communiste considère comme hautement souhaitable d'entrer en pourparlers avec les partis qui ont déjà réalisé la rupture définitive avec la Deuxième Internationale. Dans ce but, le comité exécutif demande aux représentants de ces partis de venir en Russie où se trouve le siège de l'organe exécutif de l'Internationale communiste. Si grandes que puissent être les difficultés techniques pour franchir les frontières, le voyage des délégués des partis en question est cependant possible, comme l'expérience l'a prouvé.

d) Le comité exécutif de l'Internationale communiste a parfaitement conscience que, par suite des complications des conditions et des particularités spécifiques dans le développement de la révolution, il est nécessaire de bien tenir compte de ces originalités. Nous sommes tout à fait prêts à élargir le programme de la III^e^ Internationale sur la base de la théorie du marxisme et de l'expérience de la lutte révolutionnaire dans le monde entier. Mais nous repoussons catégoriquement toute collaboration avec les dirigeants de droite des indépendants et des longuettistes qui rejettent le mouvement ouvrier dans le bourbier bourgeois de la II^e^ Internationale jaune.

Le comité exécutif, tout en saluant la partie de la décision du congrès

de Leipzig qui parle de la rupture avec la IIe Internationale, et en invitant la délégation de l'U.S.P.D. à des pourparlers, exprime la ferme conviction que, grâce à la conscience révolutionnaire des masses prolétariennes, les rangs des dirigeants de l'U. S. P. D., seront épurés, que ce parti sera conduit à l'unification avec le parti communiste allemand sous la bannière commune de l'Internationale communiste.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste propose aux ouvriers conscients d'Allemagne de discuter cette réponse dans des assemblées prolétariennes publiques et d'exiger des dirigeants de l'U. S. P. D. des réponses précises et claires aux questions soulevées.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste envoie à l'héroïque prolétariat d'Allemagne ses fraternelles salutations.

Le président du comité exécutif
de l'Internationale communiste :
G. ZINOVIEV
Moscou